

Présenter une réflexion sur l'articulation des notions citoyenneté/identité, en s'appuyant sur une analyse empirique des mouvements sociaux en Algérie : telle est l'ambition de cet ouvrage, composé de huit chapitres. Loin de rechercher l'exhaustivité ou de réaliser une somme sur les contestations sociales durant les décennies qui ont suivi l'indépendance algérienne, l'ouvrage et son approche sociohistorique reprennent les conflits les plus caractéristiques de la progression dans la construction de la citoyenneté. De plus, l'observation du champ associatif étaye l'idée avancée par l'auteur selon laquelle l'élaboration historique de la modernité et de la citoyenneté contient des équivoques.

Cette publication offre, tant aux étudiants, aux chercheurs qu'au grand public, des recherches et des observations minutieuses pour examiner, investir et appréhender les enjeux de l'évolution de la société algérienne, les conversions qu'elle expérimente et leurs manifestations, ainsi que les tensions croissantes entre d'une part l'appartenance à une jeune nation et d'autre part à une communauté linguistique et culturelle ; autrement dit, les oppositions entre « des identifications globales et/ou particulières »<sup>1</sup> dont les combinaisons se négocient selon le contexte, les visées et les acteurs. Allant dans une direction opposée des vulgarisations qui assèchent de son sens la notion « citoyenneté », expurgant ainsi son substrat réel, M.B. SALHI nous propose un éclaircissement et nous invite, de surcroît, à saisir le mouvement de flux et de reflux dans son contenu au gré des conditions sociales et politiques, des concurrences entre les agents sociaux et de leur trajectoire.

L'auteur commence par interroger la relation entre les deux notions « citoyenneté et identité », elles sont construites historiquement, selon le dessein politique à travers lequel les modalités d'appartenance d'un individu vont être traduites. Le soubassement de l'appartenance à la nation algérienne s'est édifié contre la colonisation française, ce qui donne un caractère

## Modernité, citoyenneté et identité en Algérie

Khedidja Attou

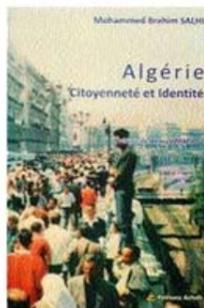
Algérie. citoyenneté et identité

par Mohamed Brahim Salhi

Éditions ACHAB, 310 pages, 2010

équivoque à la combinaison « citoyenneté et identité ». Une interprétation de la modernité portée de manière violente par la colonisation, « comme situation de domination »<sup>2</sup>, en a imposé une approche. L'acclimatation des dominés à la citoyenneté enfantera des contradictions complexes dans le mariage des nouvelles incorporations attachées à la modernité, et des valeurs propres à la société notamment de type communautaire.

L'auteur interpelle l'analyse de trois mouvements : le mouvement culturaliste berbère, le mouvement des femmes et l'islamisme qui problématisent cette tension entre modernité et référence ethno-religieuse et linguistique de la citoyenneté. Elle permet de saisir la spécificité de chaque mouvement et les contestables réponses et imprécises apportées par la puissance publique. La contestation identitaire a connu plusieurs phases d'importance disparate, allant du mouvement national au mouvement des « Ârouch » marquant ainsi une pérennité; le mouvement culturaliste berbère est significatif des premiers affrontements avec l'État et du rejet de la citoyenneté « de type stato-national »<sup>3</sup> qui est le résultat des luttes intestines du mouvement nationaliste algérien. La question identitaire a connu à la fois des apogées



par l'ampleur du mouvement et des creux ces dernières années en raison d'une oscillation entre local et national, d'une insuffisance d'encadrement et des conjonctures nous dit M.B. Salhi. Cependant, le mouvement culturaliste berbère a apporté une dimension nouvelle dans les luttes politiques.

À l'instar du mouvement culturaliste berbère, les luttes des femmes sont étudiées à l'aune de la revendication de l'égalité Hommes-Femmes devant la loi et de la participation des femmes dans l'espace public. L'auteur note que la revendication des femmes est une innovation importante dans le cadre des mouvements contestataires. Le mouvement des femmes pointe ainsi l'ambivalence de l'État et donne un nouveau souffle à l'expression de la citoyenneté en devenant le dénonciateur des lois et des contradictions constitutionnelles. À l'inverse de l'étude du premier mouvement, l'analyse de la contestation « féministe » est nourrie au travers d'événements historiques objectivés sans appui des trajectoires des militantes, ni des querelles internes à ce mouvement révélatrices des luttes sociales de définition et de formulation d'une stratégie de mobilisation dans le combat pour l'abrogation du Code de la famille.

Un regret également concernant le chapitre consacré à la protestation islamiste, que l'auteur désigne comme « l'anti-citoyenneté », symptomatique des paradoxes de l'histoire de l'Algérie contemporaine sans pour autant consacrer une aussi importante et riche étude que celle proposée sur le mouvement culturaliste berbère. L'analyse de ce mouvement aurait gagné en pertinence si elle avait été adossée à un examen de trajectoires des acteurs. Néanmoins, il est indéniable que cette thématique comme celle sur les femmes fera l'objet d'une recherche future plus minutieuse et achevée.

Le dernier chapitre traite du champ associatif et met en exergue une organisation aléatoire et hypothétique de la société civile dont la définition de l'OMS est reprise par l'auteur car elle présente l'avantage d'établir les critères, tout en indiquant la complexité. La récurrence des émeutes dispersées de nature diverse, et de durée variable, pose la question de la capacité de négociation, des capacités d'intervention unifiée et des ressources mobilisables par les acteurs et de leur autonomie vis-à-vis du politique. Ces actes sont significatifs de l'implantation d'un mode de gestion des conflits ; autrement dit, la confrontation directe avec l'État témoigne d'une carence d'arbitrage politique. Ce mode de gestion compromet toute forme de médiation qu'elle soit de type politique, syndical ou associatif sans désir de rétablir une compétition politique.

Il s'agit là, d'un apport qui éclaire le débat sur l'avenir de la société algérienne et de la question de la modernité. L'ouvrage de M.B. Salhi offre l'intérêt d'énoncer la question du lien tenu entre identité et citoyenneté.

### Notes

1. L'introduction page 14.
2. Chapitre 1 « Citoyenneté et Identité : des articulations problématiques », page 23 (pp. 17-49).
3. « Âge de la fraternité et du pacte national », page 57 (pp. 51-66).



### Politique africaine contemporaine – Le cas de la République démocratique du Congo

Ernest Wamba dia Wamba

L'essence de la politique, c'est la prescription d'une possibilité en rupture avec ce qu'il y a et pas nécessairement le maintien par tous les moyens de ce qu'il y a. L'exercice ou l'épreuve de cette prescription et les énoncés qu'elle commande, sous l'autorité de l'événement évanoui (marche réprimée contre la faim, par exemple), passe par des réunions, des discussions, des déclarations, des interventions et des organisations, en vue de prises de décisions. La politique est organisée par des dispositifs organisés organisant cette politique. Cependant, en Afrique, à la place de la pensée politique, on ne rencontre que des manipulations, des intrigues et des discours, essentiellement de la propagande, sinon des descriptions d'institutions, d'« élites », etc. Toute la question de la politique se réduit, de ce fait, à la conquête du pouvoir d'Etat. Ainsi, dans nos pays d'Afrique où l'on conçoit la politique comme une profession et la seule voie pour avoir les meilleurs moyens de vie, elle devient négative, puisqu'elle est incarnée par toutes sortes de gens corrompus et est marquée par des luttes parfois sans merci.

Mais, une nouvelle figure de la politique est en voie d'émerger. Sa question centrale est : Comment changer le monde sans saisir le pouvoir d'Etat ? Comment construire une puissance politique, à partir de la capacité politique des gens, capable de dissoudre les rapports oppressifs de pouvoir ? Comment transformer l'Etat sans une prise de pouvoir d'Etat ?

Série de monographies

ISBN : 978-2-86978-511-3

